



États financiers du

Bureau du secrétaire du gouverneur général

Pour l'exercice terminé le 31 mars 2023

**Déclaration de responsabilité de la direction englobant le contrôle interne en matière de rapports financiers**

La responsabilité de l'intégrité et de l'objectivité des états financiers ci-joints pour l'exercice s'étant terminé le 31 mars 2023 et de tous les renseignements qui y figure incombe à la direction du Bureau du secrétaire du gouverneur général (Bureau). Ces états financiers ont été préparés par la direction à partir des politiques comptables du gouvernement, lesquelles s'appuient sur les normes comptables canadiennes du secteur public.

La direction est responsable de l'intégrité et de l'objectivité des données présentées dans ces états financiers. Certains renseignements présentés dans les états financiers sont fondés sur les meilleures estimations et le jugement de la direction, compte tenu de l'importance relative des postes en question. Pour s'acquitter de ses obligations au chapitre de la comptabilité et de la présentation des rapports, la direction tient des comptes qui permettent l'enregistrement centralisé des opérations financières du Bureau. Les renseignements financiers présentés aux fins de l'établissement des *Comptes publics du Canada* concordent avec ces états financiers.

Il incombe aussi à la direction de tenir un système efficace de contrôle interne en matière de rapports financiers (CIRF) conçu pour donner une assurance raisonnable que l'information financière est fiable, que les actifs sont protégés et que les opérations sont autorisées et enregistrées adéquatement, conformément à la *Loi sur la gestion des finances publiques* et à d'autres lois, règlements, autorisations et politiques applicables.

La direction veille également à assurer l'objectivité et l'intégrité des données figurant dans ses états financiers en choisissant soigneusement des employés qualifiés et en assurant leur formation et leur perfectionnement, en prenant des dispositions pour assurer une répartition appropriée des responsabilités, en établissant des programmes de communication pour faire en sorte que tous les membres du personnel du Bureau sont au fait des règlements, des politiques, des normes et des pouvoirs de la direction, et en procédant tous les ans à une évaluation fondée sur le risque de l'efficacité du système de CIRF.

Le système de CIRF est conçu pour atténuer les risques à un niveau raisonnable fondé sur un processus continu qui vise à identifier les risques clés, à évaluer l'efficacité des contrôles clés associés, et à apporter les ajustements nécessaires.

Le Bureau du secrétaire du gouverneur général fait l'objet d'audits périodiques des contrôles de base par le Bureau du contrôleur général et utilise les résultats de ces audits dans le but d'adhérer à la *Politique sur la gestion financière* du Conseil du Trésor.

Les états financiers du Bureau n'ont pas fait l'objet d'un audit.

Original signé par

*M. Ian McCowan*

Secrétaire du gouverneur général et chancelier d'armes  
Administrateur général

Ottawa, Canada

29 août 2023

Original signé par

*Mme Maia Welbourne*

Dirigeante principale des finances par intérim

# BUREAU DU SECRÉTAIRE DU GOUVERNEUR GÉNÉRAL

## État de la situation financière (non audité)

au 31 mars

(en dollars)	2023	2022
<b>Passifs</b>		
Créditeurs et charges à payer (note 4)	1 874 353	2 387 708
Indemnités de vacances et congés compensatoires	1 435 675	1 226 931
Revenus reportés et autres passifs (note 5)	22 468	165 980
Avantages sociaux futurs (note 6)	344 520	384 465
<b>Total des passifs</b>	<b>3 677 016</b>	<b>4 165 084</b>
<b>Actifs financiers</b>		
Montant à recevoir du Trésor	1 862 013	2 447 818
Débiteurs et avances (note 7)	100 975	359 485
<b>Total des actifs financiers</b>	<b>1 962 988</b>	<b>2 807 303</b>
<b>Dette nette ministérielle</b>	<b>1 714 028</b>	<b>1 357 781</b>
<b>Actifs non financiers</b>		
Médailles et cadeaux officiels (note 8)	599 871	482 546
Charges payées d'avance	-	15 251
Immobilisations corporelles (note 9)	853 329	1 113 630
<b>Total des actifs non financiers</b>	<b>1 453 200</b>	<b>1 611 427</b>
<b>Situation financière nette ministérielle</b>	<b>( 260 828)</b>	<b>253 646</b>

Passif éventuel (note 10)

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Original signé par

*M. Ian McCowan*

Secrétaire du gouverneur général et chancelier d'armes  
Administrateur général

Ottawa, Canada

29 août 2023

Original signé par

*Mme Maia Welbourne*

Dirigeante principale des finances par intérim

## BUREAU DU SECRÉTAIRE DU GOUVERNEUR GÉNÉRAL

### État des résultats et de la situation financière nette ministérielle (non audité)

pour l'exercice terminé le 31 mars

(en dollars)	2023	2022
<b>Charges</b>		
Soutien du gouverneur général	24 053 195	20 687 828
Services internes	13 524 795	13 227 108
<b>Total des charges</b>	<b>37 577 990</b>	<b>33 914 936</b>
<b>Revenus</b>		
Frais d'utilisation perçus pour les services de l'héraldique	36 540	15 225
Revenus divers	144 464	-
Revenus gagnés pour le compte du gouvernement	( 37 332)	( 15 225)
<b>Total des revenus</b>	<b>143 672</b>	<b>-</b>
<b>Coût de fonctionnement net avant le financement du gouvernement</b>	<b>37 434 318</b>	<b>33 914 936</b>
<b>Financement du gouvernement</b>		
Encaisse nette fournie par le gouvernement	25 586 544	23 304 561
Variations des montants à recevoir du Trésor	( 585 805)	542 438
Services fournis gratuitement par d'autres ministères (note 11)	11 906 842	9 971 983
Transfert d'actifs entre ministères	12 263	14 331
<b>Total du financement du gouvernement</b>	<b>36 919 844</b>	<b>33 833 313</b>
<b>Coût de fonctionnement net après le financement du gouvernement</b>	<b>514 474</b>	<b>81 623</b>
<b>Situation financière nette ministérielle – début de l'exercice</b>	<b>253 646</b>	<b>335 269</b>
<b>Situation financière nette ministérielle – fin de l'exercice</b>	<b>( 260 828)</b>	<b>253 646</b>

Information sectorielle (note 12)

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

## BUREAU DU SECRÉTAIRE DU GOUVERNEUR GÉNÉRAL

### État de la variation de la dette nette ministérielle (non audité)

pour l'exercice terminé le 31 mars

(en dollars)	2023	2022
<b>Coût de fonctionnement net après le financement du gouvernement</b>	<b>514 474</b>	81 623
<b>Variation due aux immobilisations corporelles</b>		
Acquisition d'immobilisations corporelles	293 961	295 690
Amortissement des immobilisations corporelles	( 554 262)	( 732 212)
<b>Total de la variation due aux immobilisations corporelles</b>	<b>( 260 301)</b>	( 436 522)
<b>Variation due aux stocks</b>	<b>117 325</b>	( 40 701)
<b>Variation due aux charges payées d'avance</b>	<b>( 15 251)</b>	( 25 039)
<b>Augmentation (diminution) nette de la dette nette ministérielle</b>	<b>356 247</b>	( 420 639)
<b>Dette nette ministérielle – début de l'exercice</b>	<b>1 357 781</b>	1 778 420
<b>Dette nette ministérielle – fin de l'exercice</b>	<b>1 714 028</b>	1 357 781

*Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.*

# BUREAU DU SECRÉTAIRE DU GOUVERNEUR GÉNÉRAL

## État des flux de trésorerie (non audité)

pour l'exercice terminé le 31 mars

(en dollars)

2023

2022

### Activités de fonctionnement

<b>Coût de fonctionnement net avant le financement du gouvernement</b>	<b>37 434 318</b>	33 914 936
<b>Éléments n'affectant pas l'encaisse :</b>		
Services fournis gratuitement par d'autres ministères (note 11)	(11 906 842)	(9 971 983)
Amortissement des immobilisations corporelles	(554 262)	(732 212)
<b>Variations de l'état de la situation financière :</b>		
Augmentation (diminution) des débiteurs et avances	(258 510)	260 389
Diminution des charges payées d'avance	(15 251)	(25 039)
Augmentation (diminution) des médailles et cadeaux officiels	117 325	(40 701)
Diminution (augmentation) des créditeurs et des charges à payer	513 355	(498 244)
Diminution (augmentation) indemnités de vacances et congés compensatoires	(208 744)	85 825
Diminution des revenus reportés et autres passifs	143 512	-
Diminution des avantages sociaux futurs	39 945	30 231
Transfer de d'autres actifs	(12 263)	(14 331)
<b>Encaisse utilisée pour les activités de fonctionnement</b>	<b>25 292 583</b>	23 008 871

### Activités d'investissement en immobilisations

Acquisition d'immobilisations corporelles	293 961	295 690
<b>Encaisse utilisée pour les activités d'investissement en immobilisations</b>	<b>293 961</b>	295 690
<b>Encaisse nette fournie par le gouvernement du Canada</b>	<b>25 586 544</b>	23 304 561

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

# BUREAU DU SECRÉTAIRE DU GOUVERNEUR GÉNÉRAL

## Notes aux états financiers (non audité)

pour l'exercice terminé le 31 mars

### 1. Mandat et objectifs

Le décret du Conseil privé 1952-1903, en date du 31 mars 1952, désignait le Bureau du secrétaire du gouverneur général (Bureau) comme ministère pour l'application de la *Loi sur la gestion des finances publique (LGFP)*.

Les principaux objectifs du Bureau consistent à faire en sorte que le gouverneur général, représentant de la Couronne au Canada, soit en mesure d'exercer ses tâches de chef d'État et ses fonctions cérémonielles, y compris la reconnaissance de l'excellence. Le Bureau assume également les dépenses relatives aux rentes et aux activités des anciens gouverneurs généraux. Pour refléter ces objectifs, les fonctions du Bureau sont réparties en deux activités de programme :

**a) Soutien du gouverneur général** – Le Bureau offre un soutien et des conseils au gouverneur général du Canada dans son rôle unique de représentant de la Reine au Canada ainsi que de commandant en chef. Le Bureau aide le gouverneur général à s'acquitter de ses responsabilités constitutionnelles, à représenter le Canada ici et à l'étranger, à rapprocher les Canadiens, à concéder des armoiries et à reconnaître l'excellence en assurant l'administration de tous les aspects du Régime canadien de distinctions honorifiques et l'organisation des remises de distinctions honorifiques, des décorations et des récompenses nationales. Le Bureau gère des programmes de visites guidées et d'interprétation aux deux résidences officielles du gouverneur général et supervise les activités quotidiennes de ces résidences. Le Bureau fournit aussi un soutien aux anciens gouverneurs généraux, qui inclut les pensions des anciens gouverneurs généraux et de leurs conjoints.

**b) Services internes** – Les services internes sont des groupes d'activités et de ressources connexes qui sont gérés de façon à répondre aux besoins des programmes et des autres obligations générales d'une organisation. Ces groupes sont les suivants : services de gestion et de surveillance, services des communications, services juridiques, services de gestion des ressources humaines, services de gestion des finances, services de gestion de l'information, services des technologies de l'information, services de gestion des biens, services de gestion du matériel, services de gestion des acquisitions et services de gestion des voyages et autres services administratifs. Les services internes comprennent uniquement les activités et les ressources destinées à l'ensemble d'une organisation et non celles fournies à un programme particulier.

### 2. Sommaire des principales conventions comptables

Ces états financiers ont été préparés conformément aux conventions comptables du gouvernement énoncées ci-après, lesquelles s'appuient sur les normes comptables canadiennes pour le secteur public. La présentation et les résultats qui découlent de l'utilisation des conventions comptables énoncées ne donnent lieu à aucune différence importante par rapport aux normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Les principales conventions comptables sont les suivantes :

#### (a) Autorisations parlementaires

Le Bureau est financé par le gouvernement du Canada au moyen d'autorisations parlementaires. La présentation des autorisations consenties au Bureau ne correspond pas à la présentation des rapports financiers selon les principes comptables généralement reconnus étant donné que les autorisations sont fondées, dans une large mesure, sur les besoins de trésorerie. Par conséquent, les postes comptabilisés dans l'état des résultats et de la situation financière nette du Bureau ainsi que dans l'état de la situation financière ne sont pas nécessairement les mêmes que ceux qui sont prévus par les autorisations parlementaires. La note 3 présente un rapprochement entre les deux méthodes de présentation des rapports financiers.

# BUREAU DU SECRÉTAIRE DU GOUVERNEUR GÉNÉRAL

## Notes aux états financiers (non audité)

pour l'exercice terminé le 31 mars

## 2. Sommaire des principales conventions comptables (suite)

### *(b) Encaisse nette fournie par le gouvernement*

Le Bureau fonctionne au moyen du Trésor, qui est administré par le receveur général du Canada. La totalité de l'encaisse reçue par le Bureau est déposée au Trésor, et tous les décaissements faits par le Bureau sont prélevés sur le Trésor. L'encaisse nette fournie par le gouvernement est la différence entre toutes les entrées de fonds et toutes les sorties de fonds, y compris les opérations entre les ministères au sein du gouvernement fédéral.

### *(c) Le montant à recevoir du Trésor (ou à lui verser)*

Le montant à recevoir du Trésor (ou à lui verser) découle d'un écart temporaire entre le moment où une opération affecte les autorisations du ministère et le moment où elle est traitée par le Trésor. Le montant à recevoir du Trésor correspond au montant net de l'encaisse que le Bureau a le droit de prélever du Trésor sans autre affectation d'autorisations pour s'acquitter de ses passifs.

### *(d) Revenus*

- ✓ Les revenus provenant de droits réglementaires sont constatés dans les comptes en fonction des services fournis au cours de l'exercice.
- ✓ Les fonds reçus de tiers de l'extérieur à des fins précises sont comptabilisés à leur réception comme revenus reportés. Ils sont constatés dans l'exercice au cours duquel les charges connexes sont engagées.
- ✓ Les revenus reportés se composent des montants reçus à l'avance pour la livraison de biens et la prestation de services qui seront reconnus à titre de revenus dans un exercice ultérieur où ils seront gagnés.
- ✓ Les autres revenus sont constatés dans l'exercice où s'est produit l'évènement qui a donné lieu aux revenus.
- ✓ Les revenus qui ne sont pas disponibles à être dépensés à nouveau ne peuvent servir à acquitter les passifs du Bureau. Bien que l'on s'attende à ce que le Secrétaire du Gouverneur Général maintienne le contrôle comptable, le Secrétaire n'a pas l'autorité sur la disposition des revenus non disponibles à dépenser à nouveau. Par conséquent, les revenus non disponibles à dépenser à nouveau sont considérés comme étant gagnés pour le compte du gouvernement du Canada et sont donc présentés en réduction du montant brut des revenus de l'entité.

### *(e) Charges*

- ✓ Les indemnités de vacances et de congés compensatoires sont passées en charges au fur et à mesure que les employés en acquièrent les droits en vertu de leurs conditions d'emploi.
- ✓ Les services fournis gratuitement par d'autres ministères pour les locaux et les cotisations de l'employeur aux régimes de soins de santé et de soins dentaires sont comptabilisés à titre de charges de fonctionnement à leur valeur comptable.

### *(f) Avantages sociaux futurs*

- ✓ **Prestations de retraite** : Les employés admissibles participent au Régime de pension de retraite de la fonction publique, un régime d'avantages sociaux multi employeurs administré par le gouvernement du Canada. Les cotisations du Bureau au régime sont passées en charges dans l'exercice au cours duquel elles sont engagées et elles représentent l'obligation totale du Bureau découlant du régime. La responsabilité du Bureau relative au régime de retraite se limite aux cotisations versées. Les excédents ou les déficits actuariels sont constatés dans les états financiers du gouvernement du Canada, répondant du régime.
- ✓ **Indemnités de départ** : L'accumulation des indemnités de départ pour les départs volontaires a cessé pour les groupes d'employés éligibles. Les employés ont eu la possibilité d'être payé la valeur totale ou partielle des avantages obtenus à ce jour ou de récupérer la valeur totale ou restante des prestations au moment du départ de la fonction publique. L'obligation restante est calculée à l'aide de l'information provenant des résultats du passif déterminé sur une base actuarielle pour les indemnités de départ pour l'ensemble du gouvernement.

### *(g) Débiteurs*

Les débiteurs sont comptabilisés au coût. Lorsque nécessaire, une provision pour moins-value est comptabilisée afin de réduire la valeur comptable des débiteurs à des montants qui correspondent approximativement à leur valeur de recouvrement nette.

# BUREAU DU SECRÉTAIRE DU GOUVERNEUR GÉNÉRAL

## Notes aux états financiers (non audité)

pour l'exercice terminé le 31 mars

## 2. Sommaire des principales conventions comptables (suite)

### *(h) Actifs non financiers*

Les coûts d'acquisition de matériel et d'autres immobilisations sont capitalisés comme immobilisations corporelle et sont amortis aux charges au cours de la durée de vie utile estimative des biens, tel que décrit à la note 9. Toutes les immobilisations corporelles et les améliorations locatives dont le coût initial est d'au moins 5 000\$ sont comptabilisées à leur coût d'achat. Les immobilisations corporelles ne comprennent pas les biens immeubles situés sur les réserves, telles que définies par la *Loi sur les Indiens*; des œuvres d'art, des collections de musées et les terres publiques auxquelles il est impossible d'attribuer un coût d'acquisition; et des actifs incorporels.

Les médailles et cadeaux officiels comprennent les médailles de l'insigne de l'Ordre du Canada et celles des autres distinctions ainsi que les cadeaux officiels conservés en vue d'être remis dans l'avenir, ils sont comptabilisés au coût original ou à la valeur nette de réalisation.

### *(i) Passifs éventuel*

Les passifs éventuel, est une obligation potentielle qui peut devenir une obligation réelle advenant la réalisation ou non d'un ou plusieurs événements futurs. S'il est probable que l'événement futur surviendra ou non et qu'une estimation raisonnable de la perte peut être établie, une provision est comptabilisée et une charge est comptabilisée dans les autres charges. Si la probabilité de l'événement ne peut être déterminée ou s'il est impossible d'établir une estimation raisonnable, l'éventualité est présentée dans les notes afférentes aux états financiers.

### *(j) Rentes versées aux anciens gouverneurs généraux*

Conformément aux dispositions de la *Loi sur le gouverneur général* et de la *Loi sur les prestations de retraite supplémentaire*, des rentes imposables sont versées i) aux anciens gouverneurs généraux, ii) à leurs conjoints survivants. Ces rentes sont indexées annuellement sur l'indice des prix à la consommation et constatées comme charge dans la période au cours de laquelle leur paiement est exigible.

### *(k) Incertitude relative à la mesure*

La préparation des états financiers exige de la direction qu'elle effectue des estimations et pose des hypothèses qui ont une incidence sur les montants comptabilisés et divulgués des actifs, des passifs, des revenus et des charges présentés dans les états financiers et les notes complémentaires au 31 mars. Les estimations reposent sur des faits et des circonstances, l'historique, la conjoncture économique générale et rend compte de la meilleure estimation du gouvernement concernant le montant connexe à la date des états financiers. Les principaux éléments pour lesquels des estimations sont faites sont le passif au titre des avantages sociaux futurs et la durée de vie utile des immobilisations corporelles. Il se pourrait que les résultats réels diffèrent des estimations de manière significative. Les estimations de la direction sont examinées périodiquement et, à mesure que les ajustements deviennent nécessaires, ils sont constatés dans les états financiers de l'exercice où ils sont connus.

### *(l) Opérations entre apparentés*

Les opérations entre apparentés, autre que les opérations interentités, sont comptabilisés à la valeur d'échange.

Les opérations interentités sont des opérations entre les entités sous contrôle commun. Les opérations interentités, autres que les opérations de restructuration, sont comptabilisées sur une base brute et sont évalués à la valeur comptable, sauf pour ce qui suit :

- ✓ Les services à recouvrements de coûts sont comptabilisés à titre de revenus et de dépenses sur une base brute et mesurés à la valeur d'échange.
- ✓ Certains services reçus gratuitement sont comptabilisés aux fins des états financiers ministériels à la valeur comptable.

# BUREAU DU SECRÉTAIRE DU GOUVERNEUR GÉNÉRAL

## Notes aux états financiers (non audité)

pour l'exercice terminé le 31 mars

### 3. Autorisations parlementaires

Le Bureau reçoit la plus grande partie de son financement au moyen d'autorisations parlementaires annuelles. Les éléments comptabilisés dans l'état des résultats et de la situation financière nette ministérielle et dans l'état de la situation financière d'un exercice peuvent être financés au moyen d'autorisations parlementaires qui ont été approuvées au cours d'un exercice précédent, pendant l'exercice en cours, ou qui le seront dans un exercice futur. Par conséquent, les résultats des activités de fonctionnement nets du Bureau pour l'exercice diffèrent selon qu'ils sont présentés selon le financement octroyé par le gouvernement ou selon la méthode de la comptabilité d'exercice. Les différences sont rapprochées dans les tableaux suivants :

#### (a) Rapprochement du coût de fonctionnement net et des autorisations parlementaires de l'exercice en cours utilisés

(en dollars)	2023	2022
Coût de fonctionnement net avant le financement du gouvernement	37 434 318	33 914 936
<i>Ajustements pour les postes ayant une incidence sur le coût de fonctionnement net, mais qui n'ont pas d'incidence sur les autorisations :</i>		
Services fournis gratuitement par d'autres ministères	(11 906 842)	(9 971 983)
Médailles et cadeaux officiels remis	( 375 278)	( 581 370)
Prestations de départ des employés	39 944	30 232
Amortissement des immobilisations corporelles	( 554 262)	( 732 212)
Indemnités de vacances et congés compensatoires	( 208 744)	85 825
Remboursements de dépenses des années précédentes	23 542	135 026
Autre	( 792)	157 174
	(12 982 432)	(10 877 308)
<i>Ajustements pour les postes sans incidence sur le coût de fonctionnement net, mais ayant une incidence sur les autorisations :</i>		
Achat de médailles et de cadeaux officiels	492 603	540 669
Acquisition d'immobilisations corporelles	293 961	295 690
Augmentation des débiteurs pour les trop-payés salariaux	16 811	4 881
Diminution des charges payées d'avance	( 15 251)	( 25 039)
	788 124	816 201
<b>Autorisations de l'exercice en cours utilisées</b>	<b>25 240 010</b>	<b>23 853 829</b>

#### (b) Autorisations fournies et utilisées

(en dollars)	2023	2022
<b>Autorisations fournies :</b>		
Crédit 1 – Dépenses de programmes	22 356 923	21 390 564
Montants législatifs	3 720 360	3 310 482
<b>Moins:</b>		
Autorisations disponibles pour emploi au cours des exercices futurs	-	( 35 605)
Autorisations périmées : dépenses de programmes	( 837 273)	( 811 612)
<b>Autorisations de l'exercice en cours utilisées</b>	<b>25 240 010</b>	<b>23 853 829</b>

## BUREAU DU SECRÉTAIRE DU GOUVERNEUR GÉNÉRAL

### Notes aux états financiers (non audité)

pour l'exercice terminé le 31 mars

## 4. Crédoiteurs et charges à payer

Le tableau suivant présente les détails des débiteurs et des charges à payer du Bureau :

(en dollars)	2023	2022
Créditeurs – autres ministères et organismes	221 404	37 725
Créditeurs – parties externes	388 652	1 111 243
<b>Total des créditeurs</b>	<b>610 056</b>	<b>1 148 968</b>
Charges à payer	1 264 297	1 238 740
<b>Total des créditeurs et des charges à payer</b>	<b>1 874 353</b>	<b>2 387 708</b>

## 5. Revenus reportés et autres passifs

### (a) Revenus reportés

Les revenus reportés représentent le solde à la fin de l'exercice des revenus non gagnés résultant de montants reçus de parties externes à titre de cadeaux, dons et legs faits à Rideau Hall par des organismes privés ou des particuliers en vue de financer des activités précises. Les revenus sont constatés au cours de la période où les charges sont engagées ou le service exécuté. Les détails des opérations de ce compte sont comme suit :

(en dollars)	2023	2022
Solde d'ouverture	165 003	165 003
Montants reçus	-	-
Revenus constatés	(143 672)	-
<b>Solde de clôture</b>	<b>21 331</b>	<b>165 003</b>

### (b) Autres passifs

Les autres passifs représentent des montants pour le partage de coûts relativement à des accords de collaborations. Les sommes sont reçues par le Bureau de parties externes pour couvrir les dépenses futures reliées à ces accords. Les détails des opérations de ce compte se présentent comme suit :

(en dollars)	2023	2022
Solde d'ouverture	977	977
Montants reçus	7,225	-
Paiements et autres débits	(7,065)	-
<b>Solde de clôture</b>	<b>1,137</b>	<b>977</b>
<b>Solde de clôture net</b>	<b>22,468</b>	<b>165,980</b>

# BUREAU DU SECRÉTAIRE DU GOUVERNEUR GÉNÉRAL

## Notes aux états financiers (non audité)

pour l'exercice terminé le 31 mars

### 6. Avantages sociaux futurs

#### (a) Prestations de retraite

Les employés du Bureau participent au Régime de retraite de la fonction publique (le Régime), qui est parrainé et administré par le gouvernement du Canada. Les prestations de retraite s'accumulent sur une période maximale de 35 ans au taux de 2 % par année de service ouvrant droit à pension multiplié par la moyenne des gains des cinq meilleures années consécutives. Les bénéficiaires sont intégrés aux bénéficiaires du Régime de pensions du Canada/Régime de rentes du Québec et sont indexés à l'inflation.

Tant les employés que le Bureau versent des cotisations couvrant le coût du régime. En raison de modifications à la *Loi sur la pension de la fonction publique* à la suite de la mise en œuvre des dispositions liées au *Plan d'action économique 2012*, les employés cotisants ont été répartis en deux groupes. Les cotisants du groupe 1 sont les membres existants au 31 décembre 2012, et les cotisants du groupe 2 sont les cotisants qui ont rejoint le régime depuis le 1er janvier 2013. Le taux de cotisation de chaque groupe est différent.

Le montant des charges de 2022-2023 s'élève à 1 557 487 \$ (1 433 747 \$ en 2021-2022). Pour les membres du groupe 1, les charges correspondent à environ 1,02 fois (1,01 fois pour 2021-2022) les cotisations des employés et, pour les membres du groupe 2, à environ 1,00 fois (1,00 fois pour 2021-2022) les cotisations des employés.

La responsabilité du Bureau relative au Régime se limite aux cotisations versées. Les excédents ou les déficits actuariels sont constatés dans les états financiers consolidés du gouvernement du Canada, répondant du régime.

#### (b) Indemnités de départ

Précédemment, les indemnités de départ accordées aux employées étaient basées sur l'éligibilité de l'employé, les années de services et le salaire au moment de la cessation d'emploi. Par contre, depuis 2011, l'accumulation d'indemnités de départ pour les départs volontaires a cessé pour la majorité des employés. Les employés assujettis à ces changements, ont eu la possibilité de recevoir la totalité ou une partie de la valeur des avantages accumulés jusqu'à présent ou d'encaisser la valeur totale ou restante des avantages au moment où ils quitteront la fonction publique. En date du 31 mars 2022, la majorité des règlements pour encaisser la valeur des indemnités étaient complétés. Ces indemnités ne sont pas capitalisées et conséquemment, les remboursements de l'obligation en cours seront prélevés sur les autorisations futures.

Les changements dans l'obligation durant l'année sont les suivants :

(en dollars)	2023	2022
Obligation au titre des prestations constituées, début de l'exercice	384 465	414 696
Charge pour l'exercice	(12 681)	(22 745)
Prestations versées pendant l'exercice	(27 264)	(7 486)
<b>Obligation au titre des prestations constituées, fin de l'exercice</b>	<b>344 520</b>	<b>384 465</b>

## BUREAU DU SECRÉTAIRE DU GOUVERNEUR GÉNÉRAL

### Notes aux états financiers (non audité)

pour l'exercice terminé le 31 mars

## 7. Débiteurs et avances

Le tableau suivant présente les détails des débiteurs et des avances du Bureau :

(en dollars)	2023	2022
Débiteurs - autres ministères et organismes	48 235	290 820
Débiteurs - parties externes	50 040	62 310
Avances aux employées	2 700	6 355
<b>Total des débiteurs et avances</b>	<b>100 975</b>	<b>359 485</b>

## 8. Stocks

Le tableau ci-dessous présente les détails des stocks :

(en dollars)	2023	2022
Médailles et cadeaux officiels	599 871	482 546
<b>Total des stocks</b>	<b>599,871</b>	<b>482,546</b>

Le coût des stocks utilisés constaté comme une charge dans l'état des résultats et de la situation financière nette ministérielle se chiffre à 375 278 \$ pour 2022-2023 (581 370 \$ pour 2021-2022).

## BUREAU DU SECRÉTAIRE DU GOUVERNEUR GÉNÉRAL

### Notes aux états financiers (non audité)

pour l'exercice terminé le 31 mars

## 9. Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont amorties selon la méthode linéaire sur la durée de vie utile estimative de l'immobilisation, comme suit :

Catégorie d'immobilisations	Période d'amortissement
Matériel informatique	3 ans
Logiciels informatiques	7 ans
Véhicules	5 ans
Autre matériel	10 ans

Les immobilisations en construction sont comptabilisées dans la catégorie applicable dans l'exercice au cours duquel elles deviennent utilisables et ne sont amorties qu'à partir de cette date.

### Catégorie d'immobilisations

Coût	Solde d'ouverture	Acquisitions	Aliénations et radiations	Solde de clôture
(en dollars)				
Matériel informatique	2 226 479	293 961	-	2 520 440
Logiciels informatiques	1 106 417	-	-	1 106 417
Véhicules	216 900	-	-	216 900
Autre matériel	389 244	-	-	389 244
	3 939 040	293 961	-	4 233 001

### Amortissement cumulé

	Solde d'ouverture	Amortissement	Aliénations et radiations	Solde de clôture
(en dollars)				
Matériel informatique	1 802 675	321 140	-	2 123 815
Logiciels informatiques	687 924	150 798	-	838 722
Véhicules	98 359	43 381	-	141 740
Autre matériel	236 452	38 943	-	275 395
	2 825 410	554 262	-	3 379 672

### Valeur comptable nette

	2022	2023
(en dollars)		
Matériel informatique	423 804	396 625
Logiciels informatiques	418 493	267 695
Véhicules	118 541	75 160
Autre matériel	152 792	113 849
	1 113 630	853 329

## 10. Passifs éventuels

Les éléments de passif éventuel surviennent dans le cours normal des activités, et leur dénouement est inconnu.

### Réclamations et litiges

Des réclamations ont été faites auprès du Bureau dans le cours normal de ses activités. Certaines réclamations sont assorties d'un montant déterminé. Le Bureau enregistre une disposition pour les réclamations et les litiges pour lesquels un paiement futur est probable et une estimation raisonnable de la perte peut être effectuée.

# BUREAU DU SECRÉTAIRE DU GOUVERNEUR GÉNÉRAL

## Notes aux états financiers (non audité)

pour l'exercice terminé le 31 mars

### 11. Opérations entre apparentés

En vertu du principe de propriété commune, le Bureau est apparenté à tous les ministères, organismes et sociétés d'État du gouvernement du Canada. Les apparentés incluent, entre autres, les personnes faisant partie des principaux dirigeants ou un membre de la famille proche de ces personnes et entités contrôlée en tout ou en partie par un membre des principaux dirigeants ou un membre de la famille de ces personnes.

Le Bureau conclut des opérations avec ces entités dans le cours normal de ses activités et selon les modalités commerciales normales.

#### *a) Services communs fournis gratuitement par d'autres ministères*

Au cours de l'exercice, le Bureau a reçu gratuitement des services de la Commission de la capitale nationale (CCN) et de Services publics et Approvisionnement Canada (SPAC) concernant les locaux. De plus, les cotisations de l'employeur aux régimes de soins de santé et de soins dentaires sont fournis par le Secrétariat du Conseil du Trésor (SCT). Ces services gratuits ont été constatés à la valeur comptable comme suit dans l'état des résultats et de la situation financière nette du Bureau :

(en dollars)	2023	2022
Locaux	10 502 270	8 606 437
Cotisations de l'employeur aux régimes de soins de santé et de soins dentaires	1 404 572	1 365 546
	11 906 842	9 971 983

En plus du Bureau, quatre autres ministères et organismes fédéraux sont aussi mandatés pour appuyer les activités du gouverneur général. Le niveau de soutien et de services fournis par le Bureau est établi par chacun des contributeurs et financé à partir des budgets de ces organisations. Les divers ministères contributeurs sont responsables de l'affectation et de la gestion des fonds qu'ils fournissent afin d'appuyer les activités du gouverneur général et du Bureau et ils doivent se conformer aux lignes directrices du Conseil du Trésor. Les sommes dépensées par les ministères en question ne figurent pas aux comptes du Bureau et ne sont pas non plus comptabilisées à titre de charges de fonctionnement par le Bureau;

- ✓ Le ministère de la Défense nationale (MDN) offre un appui logistique et des services de transport au gouverneur général pour lui permettre de remplir ses fonctions officielles (appui similaire à celui offert au Premier ministre);
- ✓ La Gendarmerie royale du Canada (GRC) fournit au gouverneur général et à sa conjointe des services de sécurité et de protection personnelle au pays et à l'étranger (appui similaire à celui offert au Premier ministre);
- ✓ Les Affaires mondiales Canada (AMC) conseille le gouverneur général sur les questions de politique étrangère et défraye les dépenses associées aux visites officielles de dignitaires étrangers ainsi que celles qui découlent du programme international du gouverneur général ou de ses activités menées à la demande du Premier ministre;
- ✓ Le Bureau travaille également en étroite collaboration avec d'autres ministères tels que celui du Patrimoine canadien (MPC), ministère responsable des activités comme les visites royales, les funérailles nationales, les services commémoratifs nationaux et les célébrations d'anniversaires spéciaux.

Le gouvernement a centralisé certaines de ses activités administratives de manière à optimiser l'efficacité et l'efficacé de la prestation des programmes auprès du public. Le gouvernement fait donc appel à des organismes centraux et à des organismes de services communs, de sorte qu'un seul ministère fournisse gratuitement des services à tous les autres ministères et organismes. Le coût de ces services, qui comprennent les services de paye et d'émission des chèques offerts à tous les ministères et organismes par Services publics et Approvisionnement Canada ainsi que les services d'audit offerts par le Bureau du vérificateur général, ne sont pas inclus dans l'état des résultats et de la situation financière nette du Bureau.

#### *(b) Autres transactions entre apparentés*

(en dollars)	2023	2022
Charges - autres ministères et organismes	3 030 389	3 339 347
Revenus - autres ministères et organismes	-	-

Les charges et les revenus inscrits à la section (b) n'incluent pas les services communs fournis gratuitement qui sont inscrits dans la section (a).

# BUREAU DU SECRÉTAIRE DU GOUVERNEUR GÉNÉRAL

## Notes aux états financiers (non audité)

pour l'exercice terminé le 31 mars

## 12. Information sectorielle

La présentation de l'information sectorielle est fondée sur le cadre ministériel des résultats du Bureau. La présentation par secteur est fondée sur les mêmes conventions comptables décrites à la note 2, Sommaire des principales conventions comptables. Le tableau qui suit présente les charges engagées et les revenus générés par reComparative figures have been reclassified to conform to the current year's presentation.sponsabilité essentielle, par principaux articles de dépenses et types de revenus. Voici les résultats de chaque segment pour la période :

(en dollars)	Soutien du gouverneur général	Services internes	2023	2022
<b>Charges de fonctionnement</b>				
Salaires et avantages sociaux des employés	13 445 621	7 200 073	<b>20 645 694</b>	18 483 863
Locaux	6 791 569	3 710 701	<b>10 502 270</b>	8 606 437
Services professionnels et autres services	921 335	525 326	<b>1 446 661</b>	2 013 726
Pensions des anciens gouverneurs généraux	956 251	-	<b>956 251</b>	924 909
Matériel et fournitures	634 399	260 811	<b>895 210</b>	1 175 752
Déplacements	521 545	169 699	<b>691 244</b>	120 125
Services d'information	497 710	161 427	<b>659 137</b>	478 830
Locations	95 636	492 836	<b>588 472</b>	522 918
Charge d'amortissement	43 381	510 881	<b>554 262</b>	732 212
Services de télécommunications	19 399	415 805	<b>435 204</b>	382 830
Affranchissement, port, messagerie et camionnage	76 209	42 840	<b>119 049</b>	60 175
Autres	40 300	15 025	<b>55 325</b>	210 746
Achat de services de réparation et d'entretien	6 401	19 371	<b>25 772</b>	199 224
Services publics	3 439	-	<b>3 439</b>	3 189
<b>Total des charges de fonctionnement</b>	<b>24 053 195</b>	<b>13 524 795</b>	<b>37 577 990</b>	<b>33 914 936</b>
<b>Revenus</b>				
Frais d'utilisation perçus pour les services de l'héraldique	36 540	-	<b>36 540</b>	15 225
Revenus divers	143 672	792	<b>144 464</b>	-
Revenus gagnés pour le compte du gouvernement	( 36 540)	( 792)	<b>( 37 332)</b>	( 15 225)
<b>Total des revenus</b>	<b>143 672</b>	<b>-</b>	<b>143 672</b>	<b>-</b>
<b>Coût de fonctionnement net avant le financement du gouvernement</b>	<b>23 909 523</b>	<b>13 524 795</b>	<b>37 434 318</b>	<b>33 914 936</b>

## 13. Information comparative

Les chiffres de l'exercice précédent ont été reclassés afin de les rendre conformes à la présentation adoptée pour l'exercice en cours.